



Décision individuelle N° 2021-320

Pétitionnaire : ORANO MINING

Adresse : 2 route de Lavaugrasse CS30071, 87250 Bessines-sur-Gartempe

Nature de la demande : prélèvement, détention, transport, emport en-dehors du cœur du parc national (...) de minéraux (...).

Intitulé du projet : Suivi des sites miniers

Localisation : Granges du Colonel et Cime de Raus (communes de Belvédère et Saorge)

La Directrice de l'Établissement public du parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 3,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 2 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée le 06 août 2021 par Monsieur BOSSIAN Julien, conducteur de travaux au sein du Service Etudes et Travaux d'Orano Mining,

Considérant que la demande porte sur une activité de suivi des anciens sites miniers uranifères dont certains sont inclus dans la zone cœur du Parc national du Mercantour,

Considérant que ce suivi implique des prélèvements de sols et de roches en vue de mesurer les éventuelles évolutions différentielles entre les sites,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société ORANO MINING, ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée à prélever, détenir, transporter et emporter en dehors du cœur de parc national, des prélèvements de sol et de roches dans le cadre d'un suivi des anciens sites miniers uranifères exploités dans le cœur du parc national du Mercantour.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prélèvements concernés*

2.1. Le bénéficiaire est autorisé à réaliser des prélèvements de sol et de roches à hauteur de 500g maximum par site expertisé.

2.2. Les prélèvements de roches seront collectés exclusivement manuellement, à partir de roches naturellement mobiles.

2.3. Les prélèvements devront avoir lieu à bonne distance de tout itinéraire ouvert à la circulation publique et être réalisés de telle sorte qu'ils ne portent atteinte à aucune espèce végétale patrimoniale.

2.4. Les prélèvements d'eau et les mesures de paramètres, non interdits en tant que tels seront toutefois réalisés sans aucun aménagement, aucune installation même temporaire ou intervention sur les lieux de prélèvements.

- *Prescriptions relatives au public*

2.5. Le bénéficiaire devra observer un comportement discret et éviter de mener ses activités sur les lieux et/ou durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes le sollicitant en ce sens, il devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour.

- *Prescription relative à l'accès aux sites d'inventaire*

2.6. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du parc national.

En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera le service territorial concerné en préalable à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

Contacts :

chef de service : LACOSTE Romain (romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr ; 06 16 27 64 33)

adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr ; 06 46 45 64 82)

service (général) : vesubie@mercantour-parcnational.fr

☎ : 04.93.03.23.15

✉ : Maison du Parc, les Iris, rue K.Serrurier 06450 ST-MARTIN-VESUBIE

Article 3 : Durée - localisation

La présente autorisation est délivrée pour la date du 15 septembre 2021 sur les secteurs des anciens sites miniers des Granges du Colonel et de la Cime du Raus.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur et des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

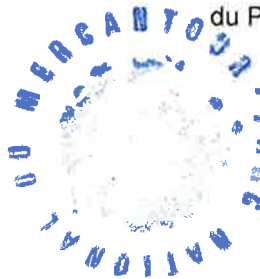
L'Établissement public du parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 9 septembre 2021

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial « Vésubie »
- service territorial « Tinée »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.